

52^e

enquête semestrielle
janvier 2011

LA CONJONCTURE
DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

oseo

Sommaire

Synthèse_ PAGE 03_

1 Activité_ PAGE 05_

2 Emploi_ PAGE 07_

3 Situation financière_ PAGE 09_

4 Les investissements et leur financement_ PAGE 12_

5 Les secteurs d'activité_ PAGE 16_

Industrie PAGE 16_ / Construction PAGE 18_ / Commerce : commerce de gros,
commerce de détail, commerce et réparation automobile PAGE 19_ /
Transports PAGE 20_ / Tourisme PAGE 20_ / Services : services aux entreprises,
services aux particuliers PAGE 21_

6 Méthodologie_ PAGE 22_

Synthèse

2010 : confirmation d'un redressement... ... qui devrait se poursuivre en 2011

Interrogés en novembre, les dirigeants de PME esquissent un premier bilan de l'année 2010 sensiblement meilleur qu'ils ne l'avaient prévu en mai. Tous secteurs d'activité confondus, ils estiment la **hausse moyenne de leur chiffre d'affaires à 3,6 %** en 2010 au lieu de **1,0 % annoncé six mois plus tôt**. Cette progression n'efface toutefois que partiellement le recul de - 6,4 % de l'année 2009.

C'est dans l'industrie que le redémarrage de l'activité a été le plus vif. Le regain de dynamisme du secteur manufacturier s'est naturellement étendu aux secteurs qui lui sont liés : le commerce de gros, les services aux entreprises et les transports. La tendance devrait se poursuivre, sinon se renforcer, en 2011 dans ces secteurs amont, eux-mêmes tirés par les entreprises innovantes et celles qui réalisent une part significative de leur activité à l'international.

Ce redressement économique s'est également étendu aux services aux particuliers, au commerce automobile et, plus faiblement, au secteur du tourisme. Dans ces secteurs, les anticipations pour 2011 sont néanmoins empreintes d'un certain attentisme, du fait des incertitudes pesant sur l'évolution à venir de la consommation des ménages. Ce constat vaut pour le bâtiment et surtout le commerce de détail qui a beaucoup de mal à retrouver le chemin de la croissance. Enfin, la tendance reste négative dans les travaux publics, les contraintes budgétaires limitant le volume des marchés publics.

La reprise constatée dans de nombreux secteurs a conduit les PME à renforcer leurs effectifs. Toutefois, les créations nettes d'emploi proviennent presque exclusivement des entreprises innovantes et de celles qui exportent. Ce sont aussi elles, principalement, qui prévoient de créer de nouveaux emplois en 2011.

Dans ce contexte de reprise encore inégale, les trésoreries se sont globalement beaucoup assouplies depuis un an. Une entreprise sur cinq déclare cependant avoir rencontré des difficultés pour obtenir des concours bancaires d'exploitation. Les difficultés sont d'autant plus fréquentes que l'entreprise est petite, le quart des TPE ayant connu des refus ou des réductions de crédit de trésorerie.

Conséquence de l'amélioration de l'activité, la rentabilité est jugée en net redressement, y compris pour les prévisions 2011.

Après avoir stabilisé leurs investissements en 2010, les PME prévoient de les accroître en 2011, en particulier dans l'industrie et, plus généralement, dans les entreprises qui innovent et réalisent une part importante de leur activité à l'export.

Sauf nouvelle crise majeure, l'année 2011 devrait donc être plus favorable que la précédente pour les petites et moyennes entreprises françaises. Il reste que l'innovation et la recherche de nouveaux débouchés à l'exportation demeurent les clés de la croissance pour la majorité des PME.



1/Activité

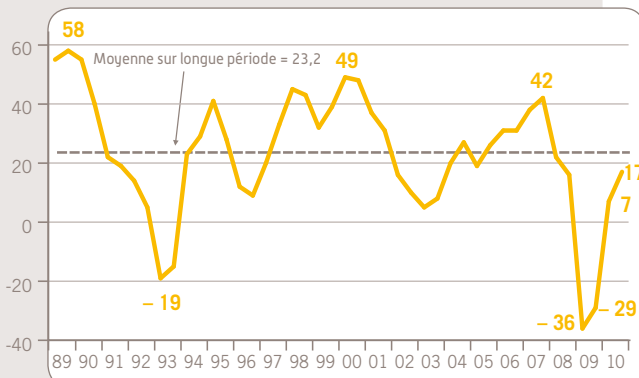
2010 : POURSUITE DU REDRESSEMENT DE L'ACTIVITÉ AU SECOND SEMESTRE

L'ACTIVITÉ A CONFIRMÉ SON REDÉMARRAGE PROGRESSIF

L'indicateur d'activité⁽¹⁾ des PME s'établit à + 17 en novembre, en hausse de 10 points en six mois et surtout de 46 points par rapport à fin 2009. Fin 2010, l'indicateur de l'activité récente se rapproche de sa moyenne de long terme (+ 23,2).

INDICATEUR D'ACTIVITÉ POUR L'ANNÉE EN COURS

Solde des opinions en % (hausse - baisse)



Prévisions de mai N et estimations de novembre N pour l'année N

Source : OSEO

Les PME évaluent à + 3,6 % en moyenne la progression de leur chiffre d'affaires en 2010, après une baisse en 2009 estimée à - 6,4 %. La reprise de l'activité est donc significative, mais encore insuffisante pour effacer son recul lors de la récession de 2008-2009.

LE REBOND EST TRÈS VARIABLE SELON LES SECTEURS

Les secteurs situés en amont du système productif, qui avaient été les plus affectés par la crise de 2008-2009, font part d'un redressement significatif de leur chiffre d'affaires en 2010 :

- + 5,7 % en moyenne dans l'industrie (après - 11,6 % en 2009)
- + 5,6 % commerce de gros (vs - 7,9 %)
- + 3,6 % services aux entreprises (contre - 3,6 %)
- + 3,3 % transports (après - 8,4 %)

La remontée des ventes est également notable dans la plupart des secteurs liés à la consommation des ménages :

- + 3,8 % services aux particuliers (contre - 0,5 %)
- + 3,5 % commerce et réparation automobile (après - 5,6 %)
- + 2,0 % tourisme (vs - 3,3 %)

En revanche, l'activité est plus atone dans le commerce de détail (+ 1,1 % contre - 2,9 % en 2009) et dans le bâtiment (+ 1,0 % vs - 4,1 %). Enfin, elle continue de reculer dans le secteur des travaux publics (- 2,0 % après - 8,7 %).

... MAIS L'ACTIVITÉ DES TPE A DU MAL À REDÉMARRER

Les entreprises de moins de 10 salariés annoncent une hausse moyenne de leur chiffre d'affaires de + 1,7 % en 2010, après un recul de - 7,1 % en 2009. Le rebond est plus marqué chez les entreprises de 10 à 50 salariés, soit + 5,5 % contre - 5,7 % en 2009, de même que chez les moyennes entreprises, soit + 4,5 % après - 6,2 %.

FORT REDRESSEMENT DE L'ACTIVITÉ CHEZ LES PME EXPORTATRICES

Très durement touchées par la récession de 2008-2009, les entreprises fortement exportatrices confirment une vive remontée de leurs ventes. Les PME qui font plus du quart de leur activité à l'exportation⁽²⁾ annoncent un CA total en hausse de + 10,4 % en moyenne en 2010, effaçant la chute historique de - 9,6 % enregistrée en 2009.

Le redressement est moins prononcé chez les entreprises qui réalisent 6 % à 25 % de leur activité à l'international, avec une hausse de + 4,5 % succédant à la baisse de - 9,0 % en 2009. Cependant, l'activité des PME très peu ou pas du tout exportatrices ne progresse que de + 2,6 % en valeur nominale en 2010, après avoir diminué de - 5,7 % au cours de l'année précédente.

DE MÊME, VIF REBOND CHEZ LES ENTREPRISES INNOVANTES⁽³⁾

Les PME innovantes⁽⁴⁾ estiment la progression de leur CA à + 7,0 % en moyenne en 2010 (après - 4,8 % en 2009), au lieu de + 1,7 % seulement (après - 7,1 %) pour les non innovantes.

[1] Solde en pourcentage des opinions opposées : "CA estimé en hausse sur l'année en cours" moins "CA estimé en baisse".

[2] 10% des entreprises de l'échantillon font plus du quart de leur activité à l'international ; elles sont qualifiées "fortement exportatrices". Les "moyennement exportatrices", réalisant entre 6% et 25% de leur CA à l'export, constituent 12% de l'échantillon. Le solde, soit 78% du total de l'échantillon, dites "non exportatrices" par convention, sont les entreprises qui n'exportent pas ou moins de 6% de leur CA.

[3] Une entreprise est qualifiée "innovante" si elle a réalisé au moins une des 5 mesures suivantes au cours des 3 dernières années :

a) financé des frais de recherche et développement (interne ou externe) ou recruté du personnel de R&D ;

b) acquis une licence d'exploitation d'un procédé ou d'une technologie ;

c) déposé un brevet, une marque, un dessin ou un modèle ;

d) développé pour le compte de tiers un produit ou procédé (prestation) nouveau ou significativement amélioré ;

e) commercialisé un nouveau produit, bien ou service, (hors simple revente de produits nouveaux achetés à d'autres entreprises et hors modifications esthétiques ou de conditionnement de produits précédemment existants) ou utilisé un nouveau procédé (ou méthode) de production, de commercialisation ou d'organisation. De plus, aucun produit ou procédé analogue n'était déjà commercialisé ou utilisé par des concurrents.

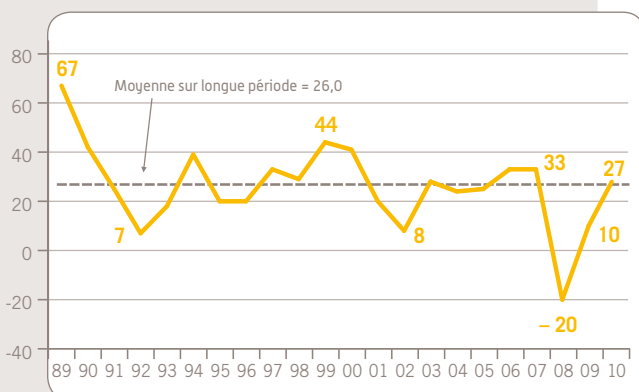
[4] 35% des entreprises de l'échantillon sont classées "innovantes" et, a contrario, 65% "non innovantes".

2011 : LES PERSPECTIVES DE PROGRESSION DE L'ACTIVITÉ SONT POSITIVES

38 % des dirigeants prévoient une augmentation de leur activité en 2011, contre 11 % une diminution. L'indicateur avancé de l'activité s'établit ainsi à + 27, juste au-dessus de sa moyenne de long terme (+ 26,0).

INDICATEUR AVANCÉ DE L'ACTIVITÉ POUR L'ANNÉE SUIVANTE

Solde des opinions en % [hausse - baisse]



Prévisions faites en novembre N pour l'année N+1

Source : OSEO

TOUTEFOIS, LES ANTICIPATIONS SONT TRÈS VARIABLES SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ

L'indicateur prévisionnel d'activité est sensiblement supérieur à la moyenne dans l'industrie (+ 40), le commerce de gros (+ 35) et les services aux entreprises (+ 34). Il est légèrement inférieur à la moyenne dans les transports (+ 23), le tourisme (+ 18) et les services aux particuliers (+ 19).

Les perspectives de progression de l'activité en 2011 sont un peu plus modérées dans le commerce et la réparation automobile (+ 12) et dans le bâtiment (+ 12). Enfin, les PME du commerce de détail (+ 3) et des travaux publics (- 3) anticipent une quasi-stagnation.

LES PRÉVISIONS DE DÉVELOPPEMENT DE L'ACTIVITÉ AUGMENTENT FORTEMENT AVEC LA TAILLE DE L'ENTREPRISE

L'indicateur avancé de l'activité croît de + 17 chez les TPE, à + 51 chez les entreprises de 100 à 500 salariés. Il est de + 34 chez celles de 10 à 49 salariés et + 38 pour celles qui comptent de 50 à 99 salariés.

LES PME EXPORTATRICES ET CELLES QUI INNOVENT SONT TRÈS OPTIMISTES POUR 2011

L'indicateur avancé de l'activité des entreprises fortement exportatrices (CA export > 25%) s'établit à + 43 et atteint + 46 pour les entreprises moyennement exportatrices (5% < CA export < 25%). En revanche, il est bien inférieur, à + 21, pour les PME peu ou pas du tout exportatrices.

En toute logique, les entreprises innovantes, qui sont aussi nettement plus souvent exportatrices que les autres, tablent sur une accélération de leur activité en 2011, avec un indicateur avancé à + 46, contre + 16 seulement pour les PME traditionnelles.

2/ Emploi

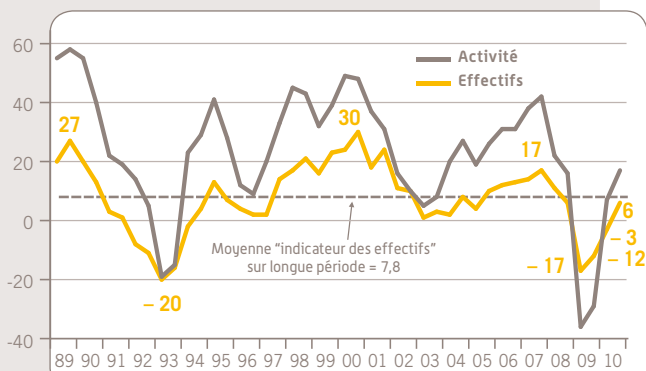
SENSIBLE ACCÉLÉRATION DES CRÉATIONS D'EMPLOIS AU SECOND SEMESTRE 2010

LE RAFFERMISSEMENT DE L'ACTIVITÉ A ENTRAÎNÉ UN NET ACCROISSEMENT DES EFFECTIFS

En six mois, l'indicateur courant d'emploi⁽⁵⁾ a gagné 9 points à + 6, pratiquement au niveau de la moyenne de long terme.

INDICATEURS COURANTS (ANNÉE N)

Solde des opinions en % (hausse - baisse)



Estimations de mai N et novembre N pour l'année N

Source : OSEO

L'EMPLOI A PROGRESSÉ OU S'EST STABILISÉ DANS LA QUASI-TOTALITÉ DES SECTEURS D'ACTIVITÉ

Les embauches se sont nettement accélérées dans le commerce de gros, où l'indicateur courant d'emploi a gagné 17 points en six mois à + 18. Au second semestre, la vitalité des créations de postes s'est confirmée dans le tourisme (+ 11 en novembre, après + 8 en mai), tandis que le rythme des embauches connaissait un vif rebond dans les services aux entreprises (indicateur courant à + 11, après - 6). Les créations nettes d'emploi se sont également renforcées dans les services aux particuliers (+ 12, contre + 3) et dans les transports (+ 11, vs + 8).

Les compressions d'effectifs ont cessé dans l'industrie, avec un indicateur courant d'emploi positif à + 2 en novembre, au lieu de - 7 en mai précédent. De même, les PME du secteur de la construction ont pratiquement stabilisé leurs effectifs, avec un indicateur en hausse de 3 points en six mois, à - 1.

Seuls le commerce de détail (- 4, après - 8) et le secteur du commerce et de la réparation automobile ont poursuivi des ajustements à la baisse (- 13, contre - 18).

(5) Différence entre le pourcentage d'entreprises déclarant à la date de l'enquête, en mai N et novembre N, une hausse de leurs effectifs salariés par rapport à la fin de l'année précédente N-1 et le pourcentage de celles qui déclarent une baisse.

L'EMPLOI A AUGMENTÉ SAUF DANS LES TPE

Au second semestre, le rythme des embauches s'est vivement accéléré dans les entreprises de 100 à 500 salariés, où l'indicateur est passé en six mois de - 13 à + 26. Les créations de postes ont également enregistré une notable augmentation dans la population des entreprises de 10 à 99 salariés. Enfin, les réductions d'effectifs ont beaucoup ralenti dans les TPE, avec un indicateur proche de l'équilibre à - 2 en novembre, contre - 8 en mai précédent.

INDICATEURS COURANTS D'ACTIVITÉ ET D'EMPLOI SELON LA TAILLE DES ENTREPRISES

Solde des pourcentages d'opinions "en hausse" moins "en baisse" par rapport à fin 2009

| | ACTIVITÉ | EFFECTIFS |
|----------------------|-------------|------------|
| Moins de 10 salariés | + 7 | - 2 |
| 10 à 19 salariés | + 21 | + 11 |
| 20 à 49 salariés | + 32 | + 15 |
| 50 à 99 salariés | + 29 | + 7 |
| 100 à 500 salariés | + 35 | + 26 |
| Ensemble | + 17 | + 6 |

Source : OSEO

LES PME EXPORTATRICES ONT DAVANTAGE CRÉÉ D'EMPLOIS QUE LES AUTRES

L'indicateur d'emploi pour 2010 culmine à + 13 chez les entreprises fortement exportatrices, tandis qu'il ressort à + 4 seulement chez les peu ou pas du tout exportatrices. Celles qui réalisent entre 5 % et 25 % de leur CA à l'international occupent une position intermédiaire, avec un indicateur à + 9 en novembre, contre + 4 en mai précédent.

LES ENTREPRISES INNOVANTES ONT ACCRU LEURS EFFECTIFS CONTRAIREMENT AUX TRADITIONNELLES

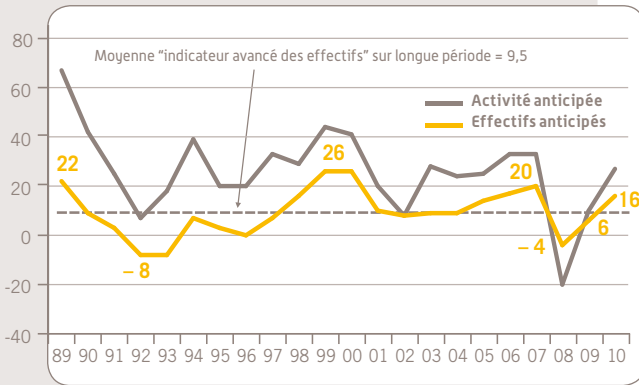
L'indicateur d'emploi est revenu à l'équilibre chez les entreprises qui n'ont pas véritablement innové au cours des trois dernières années (0 contre - 6 en mai). En revanche, les PME innovantes ont fortement augmenté le rythme des embauches au second semestre, avec un indicateur en hausse de 16 points en six mois, à + 16.

LES PME PENSENT ACCÉLÉRER LES EMBAUCHES EN 2011

L'indicateur avancé de l'emploi gagne 10 points en un an, à + 16. Il est nettement supérieur à sa moyenne historique, ce qui traduit de bonnes perspectives d'accélération des créations d'emploi dans les PME pour les prochains mois.

INDICATEURS AVANCÉS POUR L'ANNÉE SUIVANTE

Solde des opinions en % (hausse - baisse)



Prévisions faites en novembre N pour l'année suivante N+1

Source : OSEO

LES ANTICIPATIONS DE CRÉATION DE POSTES SONT POSITIVES DANS TOUS LES SECTEURS EXCEPTÉ LES TRAVAUX PUBLICS, LE COMMERCE DE DÉTAIL ET LE COMMERCE ET LA RÉPARATION AUTOMOBILE

L'indicateur d'emploi prévisionnel pour 2011 est le plus élevé dans les trois secteurs actuellement les plus dynamiques en termes d'activité : les services aux entreprises (+ 23), l'industrie (+ 22) et le commerce de gros (+ 21). Les prévisions d'accroissement des effectifs sont également notables chez les PME des transports (indicateur avancé à + 15), le bâtiment (+ 13) et les services aux particuliers (+ 10), voire le tourisme (+ 6).

Les intentions d'embauche en 2011 sont, en revanche, nulles dans le commerce et la réparation automobile (indicateur à 0) et légèrement négatives dans le commerce de détail (- 2) et les travaux publics (- 3).

LES INTENTIONS DE CRÉATION D'EMPLOIS SONT DEUX FOIS PLUS FORTES DANS LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES QUE DANS LES TPE

L'indicateur avancé d'emploi des entités de moins de 10 salariés s'établit à + 10, contre + 20 à + 25 dans toutes les autres tailles d'effectif salarié.

DES PRÉVISIONS DE RECRUTEMENT SENSIBLEMENT SUPÉRIEURES CHEZ LES ENTREPRISES EXPORTATRICES ET SURTOUT CHEZ CELLES QUI INNOVENT

L'indicateur avancé d'emploi ressort à + 24 pour les entreprises moyennement exportatrices (5 % < CAE < 25 %) et + 23 pour les fortement exportatrices (CAE > 25 %), contre + 14 pour les entreprises très peu ou non exportatrices.

Les dirigeants de PME innovantes, très optimistes sur l'évolution de leur activité en 2011, sont 36 % à envisager d'accroître leurs effectifs dans l'année contre 7 % seulement qui pensent être contraints à les réduire. Leur indicateur prévisionnel d'emploi, à + 29, est donc supérieur de 19 points à celui des "non innovantes".

3/Situation financière

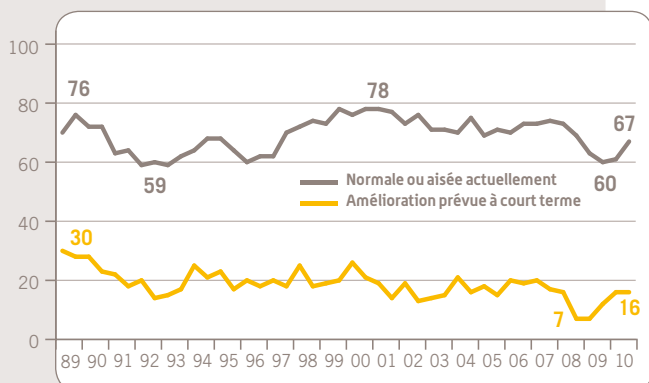
LES TRÉSORERIES SE SONT RAPIDEMENT DÉTENDUES

67 % des PME estiment normale ou aisée la situation de leur trésorerie récente. C'est 7 points de mieux que le plus bas enregistré au sortir de la récession fin 2009, et proche du niveau moyen de long terme.

A contrario, seul un tiers des PME considèrent avoir rencontré des difficultés de trésorerie au cours des six derniers mois.

TRÉSORERIE DES PME

Opinions des chefs d'entreprise en %



Source : OSEO

L'ASSOULISSEMENT EST MANIFESTE DANS TOUS LES SECTEURS SAUF LA CONSTRUCTION ET "LE COMMERCE ET LA RÉPARATION AUTOMOBILE"

En novembre 2010, la proportion de PME estimant difficile la situation de leur trésorerie récente a diminué de 7 points dans l'industrie, à 31 %, et de 10 points dans le tourisme, à 28 % seulement. L'état de la trésorerie s'est de nouveau amélioré dans le commerce de gros, avec 27 % de citations "difficile" (moins 6 points), les services aux particuliers, avec 30 % (moins 10 points) et les services aux entreprises, avec 32 % (moins 6 points).

Cependant, la situation est restée particulièrement tendue dans la construction (42 % en baisse de 2 points), les transports (39 % de citations, moins 4 points), le commerce de détail (37 %, quoiqu'en recul de 7 points) et le "commerce et la réparation automobile" (37 %, en hausse de 1 point).

LA SITUATION DE TRÉSORERIE EST JUGÉE NETTEMENT PLUS FAVORABLE DANS LES MOYENNES ENTREPRISES QUÉ DANS LES TPE

21 % seulement des entreprises de 100 à 500 salariés font part de contraintes de trésorerie au cours des six derniers mois, contre 36 % parmi les TPE. La proportion ressort à 31 % en ce qui concerne les entités de 10 à 99 salariés.

LES TRÉSORERIES DES ENTREPRISES EXPORTATRICES SONT MOINS SERRÉES

26 % des entreprises exportatrices (CAE > 5 %) déclarent des tensions de trésorerie, soit 9 points de moins que les "très peu ou pas du tout exportatrices".

L'ÉCART ENTRE LES ENTREPRISES INNOVANTES ET LES NON INNOVANTES S'EST BEAUCOUP RÉDUIT

En novembre 2010, 32 % des entreprises innovantes jugent difficile l'état de leur trésorerie récente, soit 3 points de moins qu'en mai. Dans le même intervalle, la situation des PME non innovantes s'est nettement améliorée, 34 % mentionnant des difficultés contre 41 % précédemment.

UN ACCÈS AU CRÉDIT DE TRÉSORERIE PLUS OU MOINS AISÉ

Deux questions ont été introduites dans l'enquête pour appréhender les conditions d'accès au crédit de trésorerie et les causes des difficultés éventuellement rencontrées.

"Au cours des 6 derniers mois, comment avez-vous assuré le financement de votre exploitation courante ?"

- 43 % Très facilement, car trésorerie excédentaire
- 35 % Assez facilement, car concours bancaires sollicités obtenus
- 14 % Assez difficilement, car obtention partielle des avances demandées
- 7 % Très difficilement, car aucune facilité bancaire obtenue

Pour les entreprises ayant répondu "assez" ou "très difficilement", soit 21 % de l'ensemble de l'échantillon, il était demandé de "cocher les raisons de ces difficultés parmi les 4 suivantes [possibilité de réponses multiples]" :

- 50 % Niveau insuffisant de l'activité et/ou des perspectives de développement trop incertaines
- 37 % Garanties exigées trop importantes
- 33 % Secteur considéré comme trop risqué
- 12 % Secteur d'activité méconnu des banques

En ce qui concerne la première question, il apparaît que 21 % des PME déclarent avoir eu des difficultés pour assurer le financement de leur exploitation avec le concours des établissements financiers. Dans la moitié des cas, il s'agit d'entreprises dont l'activité a reculé en 2010 et dont la rentabilité est jugée mauvaise par leur propre dirigeant.

D'une façon générale, il ressort nettement que **l'accès aux crédits d'exploitation est d'autant plus difficile que l'entreprise est petite** : c'est le cas pour 25 % des TPE, 19 % des entités de 10 à 99 salariés mais seulement 8 % de celles de 100 à 500 salariés.

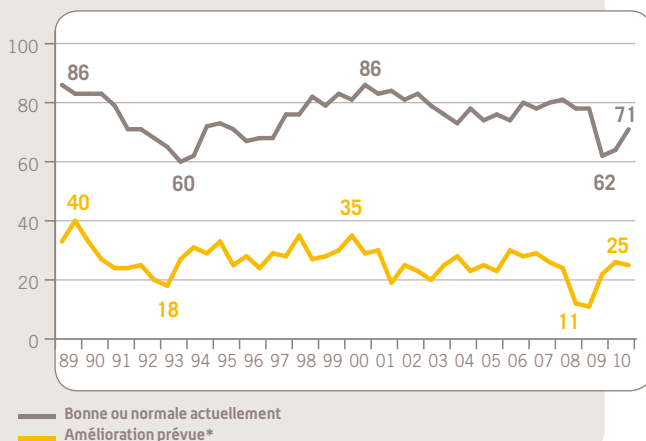
D'un point de vue sectoriel, on note que seules les entreprises de transports ont significativement plus de difficultés pour obtenir des crédits d'exploitation : elles sont 36 % dans ce cas, contre 21 % des PME en moyenne. En revanche, ni le caractère innovant de l'entreprise, ni l'activité à l'international n'ont d'incidence sur l'accès au crédit de trésorerie.

LA RENTABILITÉ POURSUIT SON REDRESSEMENT

En novembre, 22 % des dirigeants considèrent que la rentabilité de leur entreprise en 2010 aura été "bonne" et 29 % "mauvaise". L'indicateur courant de la rentabilité ressort ainsi à - 7, en hausse de 8 points en six mois et de 15 points par rapport à fin 2009.

RENTABILITÉ DES PME

Opinions des chefs d'entreprise en %



Source : OSEO * Voir commentaire sur rentabilité prévue en 2010 en page 11

L'AMÉLIORATION DE LA RENTABILITÉ SE CONCENTRE SUR TOURISME ET COMMERCE DE GROS

Les résultats de l'exercice 2010 sont prévus plutôt satisfaisants dans le tourisme, avec un indicateur de la rentabilité courante à + 7 (contre - 7 en mai), et dans le commerce de gros, à + 6 (vs - 10). Le redressement de la rentabilité serait en assez bonne voie dans l'industrie, l'indicateur gagnant 18 points en six mois, à - 9. C'est également le cas pour les services aux entreprises, avec un indicateur à - 3 (plus 11 points) et ceux aux particuliers (- 4, en hausse de 4 points).

La rentabilité est estimée nettement moins mauvaise dans les transports (- 19, après - 34 en mai et - 54 fin 2009). Les résultats sont cependant considérés médiocres et en recul dans la construction (- 19, contre - 7 en mai), le commerce et la réparation automobile (- 22, vs - 11) et le commerce de détail (- 13, après - 9).

L'OPINION SUR LA RENTABILITÉ EST MEILLEURE CHEZ LES ENTREPRISES EXPORTATRICES ET CHEZ LES INNOVANTES

L'indicateur courant de la rentabilité des entreprises fortement exportatrices ressort à + 4, contre - 4 pour les moyennement exportatrices (5 % < CAE < 25 %) et - 9 pour celles qui n'exportent pas ou très peu. De même, il y a 8 points d'écart entre le jugement des entreprises innovantes (indicateur à - 2) et les non innovantes (- 10). En revanche, l'opinion sur la rentabilité est indépendante de la taille de l'entreprise.

LA SITUATION DE LA TRÉSORERIE EST ATTENDUE STABLE À COURT TERME

En novembre 2010, l'indicateur prévisionnel d'évolution de la trésorerie au cours des six prochains mois est nul, soit 5 points de mieux qu'en mai précédent (- 5) et 13 points de plus que fin 2009 (- 13).

LES ANTICIPATIONS D'ÉVOLUTION DIFFÈRENT SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ

L'indicateur de la trésorerie future est le plus positif dans les services aux entreprises (+ 6), le commerce de gros (+ 5), et l'industrie (+ 4), en ligne avec les anticipations de croissance de l'activité. La situation de la trésorerie devrait se maintenir au niveau actuel dans le commerce et la réparation automobile (+ 2) ainsi que dans les transports (- 1), voire les services aux particuliers (- 3).

Cependant, une détérioration de l'état de la trésorerie est appréhendée dans la construction (indicateur à - 6, après - 13 en mai) et surtout dans le commerce de détail (- 12, après - 20) ainsi que dans le tourisme (- 13, après + 4), dans ce dernier secteur, essentiellement pour des raisons saisonnières propres à l'hôtellerie.

LES PME EXPORTATRICES ET CELLES QUI INNOVENT SONT SENSIBLEMENT PLUS OPTIMISTES QU'LES AUTRES

L'indicateur prévisionnel de la trésorerie ressort à + 3 chez les entreprises moyennement exportatrices (6 % à 25 % du CA exporté) et à + 8 chez celles qui réalisent plus du quart de leur activité à l'exportation.

Par ailleurs, les PME innovantes ont un indicateur prévisionnel de la trésorerie à + 4, contre - 3 pour les non innovantes.

SEULES LES TPE REDOUTENT UN DURCISSEMENT DE LEUR TRÉSORERIE

19 % des dirigeants de TPE pensent que leur trésorerie va se dégrader dans les mois à venir, contre 14 % anticipant une amélioration, soit un indicateur prévisionnel négatif à - 5. En revanche, celui-ci est positif à + 4 pour les entreprises de 10 à 500 salariés.

AMÉLIORATION ESCOMPTÉE DES RÉSULTATS EN 2011

25 % des dirigeants anticipent une amélioration de la rentabilité en 2011, contre 12 % seulement une dégradation. L'indicateur prévisionnel de la rentabilité s'établit à + 13, en hausse de 10 points par rapport à mai. Cela est conforme avec les perspectives très positives d'évolution de l'activité cette année.

UNE PROGRESSION DES RÉSULTATS EST SURTOUT ATTENDUE DANS L'INDUSTRIE, LES SERVICES AUX ENTREPRISES, LE COMMERCE DE GROS ET LES TRANSPORTS

L'indicateur prévisionnel culmine à + 20 dans les services aux entreprises et à + 19 dans l'industrie, juste devant le commerce de gros (+ 16) et les transports (+ 14). Les perspectives sont un peu moins optimistes dans les services aux particuliers (indicateur avancé à + 10), le commerce et la réparation automobile (+ 9) ainsi que le bâtiment (+ 8).

Les PME du tourisme, dont la rentabilité récente est estimée satisfaisante, prévoient un simple maintien en 2011 (+ 1). En revanche, une légère dégradation est crainte dans le commerce de détail (- 7) et les travaux publics (- 6), après des résultats 2010 jugés insuffisants.

LES PRÉVISIONS D'ÉVOLUTION DE LA RENTABILITÉ CROISSENT AVEC LA TAILLE DE L'ENTREPRISE

L'indicateur prévisionnel de la rentabilité augmente régulièrement de + 7 dans la TPE jusqu'à + 24 dans les entreprises de 100 à 500 salariés.

LES ENTREPRISES EXPORTATRICES ET/OU INNOVANTES SONT BEAUCOUP PLUS OPTIMISTES

L'indicateur avancé de la rentabilité atteint + 23 points chez les PME moyennement exportatrices et + 26 points chez les fortement exportatrices, en ligne avec les bonnes perspectives de développement de l'activité. Il en va de même pour les entreprises qui ont innové au cours des trois dernières années, dont l'indicateur prévisionnel atteint + 26, contre + 6 seulement pour les non innovantes.

4/ Les investissements et leur financement

Deux fois par an, en mai puis en novembre, les entreprises du panel sont interrogées sur le montant de leurs dépenses d'équipement pour l'année civile en cours (année N). Ces investissements sont détaillés selon leur nature immobilière, mobilière ou incorporelle. Le plan de financement correspondant est également demandé.

Les dirigeants sont ensuite invités à indiquer l'évolution du montant des investissements de l'année N ("en hausse", "stable" ou "en baisse") par rapport à l'année précédente (N-1), ce qui permet de bâtir un indicateur du volume d'investissement, en solde d'opinion. En outre, dans l'enquête de fin d'année, une première estimation de l'évolution prévue pour l'année suivante (N+1) est sollicitée, toujours de façon qualitative.

2010 : UNE STABILISATION DES INVESTISSEMENTS

En novembre, 51 % des dirigeants annoncent des investissements en 2010, contre 49 % en 2009. Les PME auraient donc été un peu plus nombreuses à investir en 2010. Par ailleurs, l'indicateur du volume d'investissement est encore

légèrement négatif, à - 4, mais beaucoup moins qu'en 2009 [- 25]. Globalement, l'investissement des petites et moyennes entreprises paraît en voie de stabilisation en 2010, après avoir fortement diminué en 2009.

LE REDÉMARRAGE S'ESQUISSE DANS LES SECTEURS AMONT

L'investissement a recommencé à croître dans les services aux entreprises et le commerce de gros, tant en fréquence qu'en volume d'investissement, avec des indicateurs respectivement à + 2 et + 3.

Dans l'industrie, les entreprises sont plus nombreuses à investir (55 % au lieu de 50 % en 2009), mais les dépenses sont annoncées en faible retrait (indicateur de volume à - 5).

L'investissement paraît à peu près stable dans les services aux particuliers et le tourisme. Cependant, il recule encore significativement dans les transports, avec un indicateur de volume à - 9 (après - 36), le commerce et la réparation automobile (- 10 contre - 26), le bâtiment (- 11 vs - 21), le commerce de détail (- 14, idem) et les travaux publics (- 14, au lieu de - 48).

INVESTISSEMENT EN 2010

PROPORTION D'ENTREPRISES AYANT INVESTI DANS L'ANNÉE (RAPPEL NOVEMBRE 2009)

| | |
|--------------------------------|----------------------|
| Industrie | 55 % (50 %) ↗ |
| Bâtiment | 44 % (49 %) ↘ |
| Travaux publics | 71 % (48 %) ↗ |
| Commerce/réparation automobile | 43 % (44 %) → |
| Commerce de gros | 44 % (43 %) → |
| Commerce de détail | 41 % (40 %) → |
| Transports | 59 % (57 %) ↗ |
| Tourisme | 58 % (59 %) → |
| Services aux entreprises | 51 % (46 %) ↗ |
| Services aux particuliers | 48 % (53 %) ↘ |
| Ensemble | 51 % (49 %) ↗ |

INDICATEUR DU VOLUME D'INVESTISSEMENT (RAPPEL NOVEMBRE 2009)

| | |
|--------------------------------|---------------------|
| Industrie | - 5 (- 25) ↗ |
| Bâtiment | - 11 (- 21) ↗ |
| Travaux publics | - 14 (- 48) ↗ |
| Commerce/réparation automobile | - 10 (- 26) ↗ |
| Commerce de gros | + 3 (- 25) ↗ |
| Commerce de détail | - 14 (- 14) → |
| Transports | - 9 (- 36) ↗ |
| Tourisme | - 2 (- 9) ↗ |
| Services aux entreprises | + 2 (- 16) ↗ |
| Services aux particuliers | - 3 (- 21) ↗ |
| Ensemble | - 4 (- 21) ↗ |

Source : OSEO

Lecture : En novembre 2010, 55 % des PME de l'industrie déclarent des investissements en 2010, contre 50 % en novembre 2009 pour l'année 2009. Toujours dans l'industrie, 28 % des entreprises annoncent des investissements en hausse par rapport à 2009, contre 33 % en baisse, ce qui donne un indicateur courant du volume d'investissement de - 5. Cet indicateur est encore négatif, mais beaucoup moins que fin 2009 [- 25]. Les flèches donnent le sens de la variation, d'une année sur l'autre, de la fréquence d'investissement et de l'indicateur du volume d'investissement.

LES INVESTISSEMENTS CROISSENT EN FONCTION DE LA TAILLE DES ENTREPRISES

L'indicateur du volume d'investissement est positif à + 8 dans les entreprises de 50 à 500 salariés, tandis qu'il est négatif à - 9 dans les TPE. Il est à l'équilibre (nul) pour les entités de 10 à 49 salariés.

L'INVESTISSEMENT EST REPARTI À LA HAUSSE DANS LES ENTREPRISES EXPORTATRICES

L'indicateur d'investissement est positif, à + 4, chez les entreprises qui réalisent plus du quart de leur CA à l'international, et à + 7 chez les PME "moyennement exportatrices". Inversement, l'investissement recule toujours chez les "très peu ou pas du tout exportatrices", avec un indicateur à - 7.

LES ENTREPRISES INNOVANTES ONT AUGMENTÉ LEURS DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

59% des PME innovantes déclarent des investissements en 2010, contre 46 % parmi les non innovantes. L'indicateur du volume d'investissement des premières est positif à + 5, alors qu'il est négatif à - 10 pour les secondes.

2011 : LES INVESTISSEMENTS DEVRAIENT RECOMMENCER À CROÎTRE NOTAMMENT DANS L'INDUSTRIE

51 % des PME prévoient d'investir en 2011. C'est 5 points de plus que fin 2009 pour 2010. La fréquence est en hausse sur un an dans tous les secteurs d'activité.

Quant à l'indicateur avancé du volume d'investissement, il gagne 3 points, à + 20, pour l'ensemble des PME. Il progresse fortement dans l'industrie, plus faiblement dans les transports et les services. Il est à peu près stable dans le tourisme et la construction, tandis qu'il recule légèrement dans le commerce.

PRÉVISIONS D'INVESTISSEMENT EN 2011

PROPORTION D'ENTREPRISES PRÉVOYANT D'INVESTIR (RAPPEL NOVEMBRE 2009)

| | |
|-----------------|----------------------|
| Industrie | 59 % (48 %) ↗ |
| Construction | 45 % (43 %) ↗ |
| Commerce | 42 % (39 %) ↗ |
| Transports | 57 % (49 %) ↗ |
| Tourisme | 59 % (53 %) ↗ |
| Services | 52 % (48 %) ↗ |
| Ensemble | 51 % (46 %) ↗ |

INDICATEUR AVANCÉ DU VOLUME D'INVESTISSEMENT (RAPPEL NOVEMBRE 2009)

| | |
|-----------------|----------------------|
| Industrie | + 26 (+ 17) ↗ |
| Construction | + 12 (+ 13) → |
| Commerce | + 19 (+ 21) ↘ |
| Transports | + 11 (+ 9) ↗ |
| Tourisme | + 20 (+ 21) → |
| Services | + 21 (+ 19) ↗ |
| Ensemble | + 20 (+ 17) ↗ |

Source : OSEO

LA FAIBLESSE DE LA DEMANDE PÈSE UN PEU MOINS SUR LA DÉCISION D'INVESTISSEMENT

Six facteurs communément considérés comme des obstacles possibles à l'investissement sont régulièrement soumis à l'appréciation des dirigeants de PME.

L'insuffisance de la demande demeure de loin le premier des freins, avec 63 % de citations, en recul de 8 points par rapport au sommet de mai 2009. L'insuffisance de la rentabilité vient au deuxième rang, mentionnée par 48 % des dirigeants.

L'intensité de la concurrence arrive en troisième position, suivie par le manque de fonds propres, avec respectivement 43 % et 40 % de citations. L'endettement de l'entreprise (25 %) et plus encore le coût du crédit (18 %) apparaissent comme des freins à l'investissement nettement plus secondaires, tout proches de leur niveau le plus bas (respectivement 22 % en 2005 et 13 % en 2006).

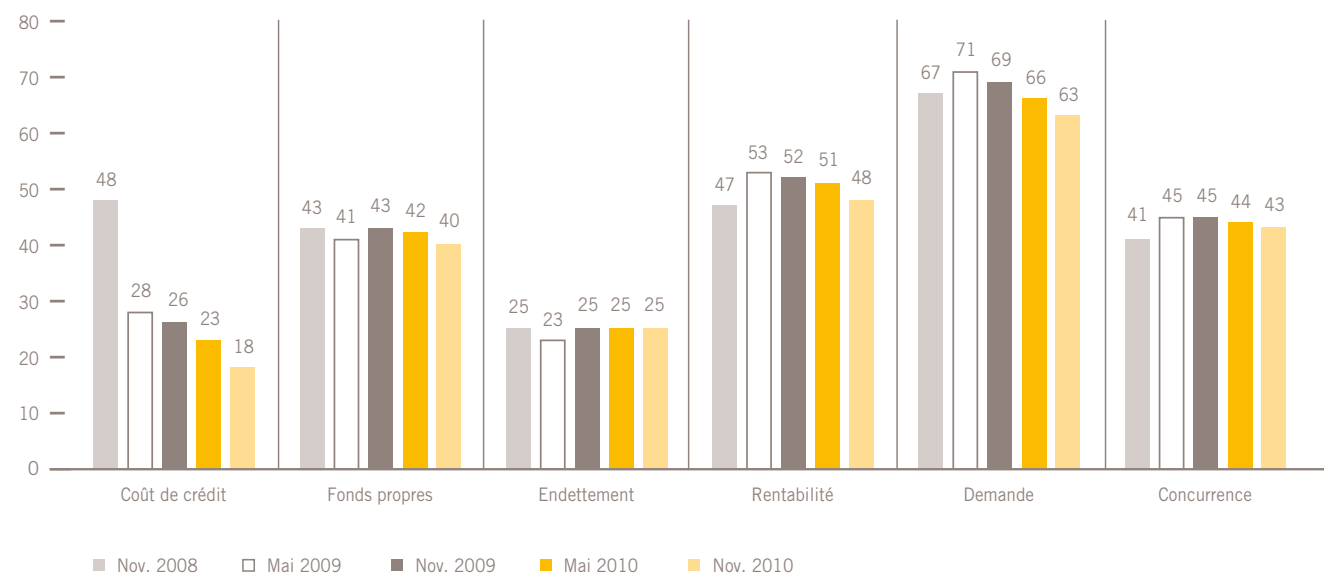
UN ACCÈS AU CRÉDIT À L'INVESTISSEMENT AISÉ SAUF POUR LES ENTREPRISES FINANCIÈREMENT FRAGILES

Deux autres questions supplémentaires ont été introduites dans l'enquête afin d'appréhender les difficultés éventuelles d'accès au crédit à l'investissement et d'en identifier les causes.

"Au cours des 12 derniers mois, avez-vous rencontré des difficultés pour financer vos investissements ?"

- 26 % Aucune difficulté car investissements entièrement autofinancés
- 37 % Pas de difficulté particulière car obtention des financements nécessaires
- 26 % Aucune difficulté car pas ou peu d'investissements prévus en 2010
- 10 % **Très difficile** : annulation ou report des projets d'investissement

OBSTACLES À L'INVESTISSEMENT En %



Source : OSEO

Dans tous les secteurs d'activité, la proportion d'entreprises faisant part de grandes difficultés d'accès au crédit est égale ou proche de la moyenne de 10 %, à l'exception de celui des transports où elle culmine à 18 %. Cependant, il s'agit d'un secteur où les investissements sont très fréquents et où les financements souhaités ont été obtenus dans 47 % des cas, soit 10 % de plus que la moyenne.

En termes de taille d'entreprise, on note que les refus de crédit sont sensiblement plus fréquents dans les TPE (13 %) que dans les autres entreprises, notamment celles de 100 à 500 salariés (6 %).

Les difficultés d'accès au crédit à l'investissement sont indépendantes du caractère innovant de l'entreprise et de son comportement à l'international.

Aux 10 % d'entreprises déclarant de grandes difficultés, il a été demandé de "cocher les raisons de refus de crédit parmi les 4 suivantes [possibilité de réponses multiples]" :

- 77 % Fragilité financière de l'entreprise
- 27 % Secteur d'activité considéré comme trop risqué
- 12 % Nature essentiellement immatérielle des projets
- 12 % Secteur d'activité méconnu des banques

La fragilité financière de l'entreprise apparaît, de très loin, comme la principale cause de refus, total ou partiel, des concours sollicités.

MAINTIEN DE L'AUTOFINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS À UN NIVEAU ÉLEVÉ

Les investissements mobiliers représentent 55 % de l'ensemble des investissements des PME en 2010. Cette part relative est inférieure de 10 points à celle de 2009. *A contrario*, la part des dépenses de nature immobilière a augmenté de 9 points, à 34 %, sans qu'il soit possible de distinguer les investissements de modernisation (aménagement) de ceux de capacité (nouveaux locaux). Le solde de 11 % est constitué des investissements incorporels.

La structure des financements est en revanche pratiquement identique d'une année sur l'autre. L'autofinancement⁽⁶⁾ conserve un poids très élevé au sein des plans de financement, soit 45 % en moyenne.

Les concours financiers externes à moyen terme sont dédiés au financement des investissements courants, y compris les achats de fonds de commerce et les travaux d'entretien et d'aménagement de locaux existants. Ils occupent une place prépondérante, avec une part relative de 50 %, dont 32 % pour les crédits bancaires de 2 à 7 ans et 18 % pour le crédit-bail mobilier et la location financière. Enfin, les concours à long terme ont un poids relatif beaucoup plus faible : 4 % pour les crédits bancaires à plus de 7 ans et 1 % pour le crédit-bail immobilier. Ces concours sont en effet réservés aux programmes importants (constructions neuves, acquisition de locaux, restructurations majeures), de montants unitaires souvent importants mais assez peu fréquents.

INVESTISSEMENTS DE 2010 ET MODES DE FINANCEMENT (base : 1 704 PME ayant déclaré des investissements)

| Répartition des investissements par nature | (rappel novembre 2009) | Plan de financement moyen | (rappel novembre 2009) |
|---|------------------------|---|--|
| IMMOBILIERS (terrains, constructions, locaux existants, aménagements) | 34 % [25 %] | AUTOFINANCEMENT (y compris apports en fonds propres et subventions) | 45 % [46 %] |
| MOBILIERS (matériels, véhicules, équipements divers...) | 55 % [65 %] | CRÉDIT BANCAIRE moyen terme (2 à 7 ans) long terme (8 ans et plus) | 36 % [35 %] 32 % [30 %] 4 % [5 %] |
| INCORPORELS (fonds de commerce, brevets, licences, logiciels) | 11 % [10 %] | CRÉDIT-BAIL MOBILIER ET LOCATION FINANCIÈRE | 18 % [18 %] |
| | | CRÉDIT-BAIL IMMOBILIER | 1 % [1 %] |
| Montant global investi | 100 % [100 %] | Total | 100 % [100 %] |

Source : OSEO

(6) Autofinancement des investissements = financement sur ressources propres de l'entreprise + (apports des associés ou de la société mère) + (aides, subventions et indemnités d'assurance)

5/ Les secteurs d'activité

INDUSTRIE

L'ACTIVITÉ QUI S'EST REDRESSÉE EN 2010 DEVRAIT CONTINUER À SE RENFORCER EN 2011 GRÂCE À L'INTERNATIONAL ET À L'INNOVATION

UNE REPRISE SIGNIFICATIVE EN 2010 ET DES PRÉVISIONS OPTIMISTES POUR 2011

L'activité des PMI a confirmé au second semestre le redressement engagé début 2010.

Agroalimentaire : le chiffre d'affaires est estimé en hausse de + 3,4 % sur l'année, au même rythme qu'au premier semestre. Les carnets de commandes se sont étoffés un peu plus depuis le mois de mai, avec un indicateur courant⁽⁷⁾ à - 1 en progression de 3 points.

La demande est attendue en hausse notable à court terme, avec un indicateur d'évolution des commandes à six mois à + 12. Les prévisions d'activité en 2011 sont nettement optimistes, l'indicateur avancé s'élevant à + 40 (contre + 19 en novembre 2009).

Biens intermédiaires : le CA 2010 est évalué en hausse de + 7,2 % en moyenne, après la baisse de - 15,8 % en 2009. Les carnets de commandes se sont amplement regarnis, avec un indicateur à - 12, au plus haut depuis mi-2008. L'indicateur prévisionnel des commandes gagne encore en intensité, à + 19, en progression semestrielle de 4 points. En conséquence, les anticipations d'activité en 2011 sont très positives, avec un indicateur prévisionnel à + 44, contre + 11 un an auparavant.

Biens d'équipement : la croissance du CA 2010 est annoncée à + 4,6 % en moyenne, faisant suite au recul de - 12,9 % en 2009. La demande s'est sensiblement redressée, avec un indicateur des carnets de commandes à - 19 en progrès de 30 points sur un an. L'indicateur prévisionnel des commandes est lui-même largement positif, à + 13. En outre, les perspectives d'évolution de l'activité en 2011 sont optimistes, l'indicateur avancé étant au plus haut depuis trois ans, à + 34.

Biens de consommation : la progression moyenne de l'activité est évaluée à + 5,1 % en 2010, effaçant la diminution de l'année précédente. Les carnets de commandes sont beaucoup moins dégarnis, avec un indicateur à - 12 en hausse de 16 points en six mois, et devraient s'étoffer un peu plus dans les prochains mois (indicateur prévisionnel à + 14). Dans ce contexte, l'indicateur avancé de l'activité pour 2011 culmine à + 37.

LES PMI EXPORTATRICES ONT UNE CROISSANCE SOUTENUE

L'évolution du CA en 2010 est très corrélée avec le poids de l'exportation⁽⁸⁾ dans l'activité. La progression est évaluée à + 14,1 % en moyenne chez les PMI "fortement exportatrices", contre + 6,0 % chez les "moyennement exportatrices" et + 3,5 % seulement chez celles qui n'exportent pas ou très peu.

La demande est anticipée en hausse à court terme chez les PMI exportatrices, avec un indicateur avancé des carnets de commandes à + 26, au lieu de + 10 pour celles qui n'exportent pas ou très peu. C'est pourquoi les prévisions d'activité en 2011 sont sensiblement plus optimistes chez les exportatrices (indicateur prévisionnel à + 55) que chez les non exportatrices (+ 31).

INDICATEURS PRÉVISIONNELS

Solde des pourcentages d'opinions "en hausse" moins "en baisse"

| | CARNETS DE COMMANDES DES 6 PROCHAINS MOIS | | ACTIVITÉ EN 2011 | |
|-----------------------|--|-------|---------------------|-------|
| | | TOTAL | | TOTAL |
| PMI exportatrices | (36 %) + 26 | +16 | + 55 | + 40 |
| PMI non exportatrices | (64 %) + 10 | | + 31 | |
| PMI innovantes | (52 %) + 25 | + 16 | + 52 | + 40 |
| PMI non innovantes | (48 %) + 7 | | + 27 | |

Source : OSEO

LES PMI INNOVANTES⁽⁹⁾ CONFIRMENT LEUR DYNAMISME

Celles-ci estiment à + 8,6 % la progression moyenne du CA en 2010, contre + 2,7 % chez les "non innovantes". Les carnets de commandes des PMI innovantes se sont bien regarnis, l'indicateur gagnant 12 points depuis mai, à - 5, et devraient continuer à s'étoffer un peu plus. Leurs anticipations d'évolution de l'activité en 2011 sont bien meilleures que celles des non innovantes, avec un indicateur avancé à + 52, au lieu de + 27.

[7] Indicateur courant des carnets de commandes : différence entre les pourcentages des opinions "bien garni" et "faible".

[8] 36 % des PMI figurant dans l'échantillon exportent plus de 5 % de leur CA, dont 16 % réalisant plus du quart de leur CA à l'export, appelées "fortement exportatrices". Par convention, on appelle "non exportatrices" celles qui n'exportent pas du tout ou moins de 6 % de leur CA.

[9] 52 % des PMI de l'échantillon sont classées "innovantes". Cf. définition supra en note 3.

LES PMI ONT UN PEU RÉDUIT LEURS INVESTISSEMENTS EN 2010 MAIS PENSENT LES ACCROÎTRE EN 2011

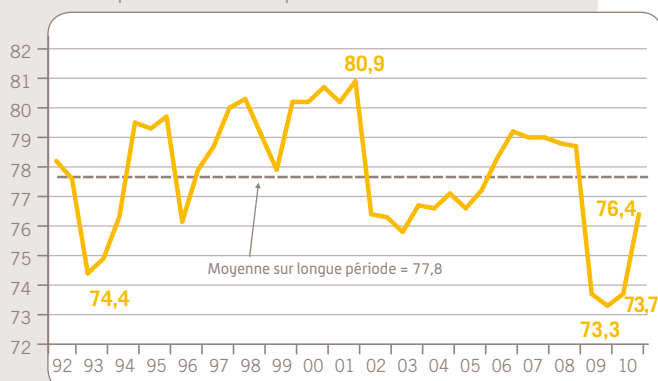
L'indicateur courant du volume d'investissement ressort à - 5 en novembre 2010, contre - 25 fin 2009. Il n'y a pas d'écart significatif selon la branche d'activité. En revanche, les PMI exportatrices et celles qui innovent investissent plus que les autres, tant en fréquence qu'en volume.

Le taux d'utilisation des capacités installées est remonté à 76,4 %, à un niveau qui se rapproche de la moyenne de long terme.

Cette sensible hausse du taux d'utilisation des capacités de production explique sans doute la progression notable des intentions d'investissement en 2011. Celle-ci se retrouve dans toutes les branches industrielles, à l'exception peut-être de l'agroalimentaire où l'indicateur avancé de l'investissement, à + 16, est inférieur à son niveau de fin 2009.

TAUX MOYEN D'UTILISATION DES CAPACITÉS INDUSTRIELLES

En % des capacités totales disponibles



Source : OSEO

PRÉVISIONS D'INVESTISSEMENT DES PMI EN 2011

PROPORTION D'ENTREPRISES PRÉVOYANT D'INVESTIR
[RAPPEL NOV. 2009]

INDICATEUR AVANCÉ DE L'INVESTISSEMENT
[RAPPEL NOV. 2009]

| | | | | |
|---------------------------|--------------------|----------|--------------------|----------|
| IAA | 60 % [56 %] | ↗ | + 16 [+ 24] | ↘ |
| Biens intermédiaires | 63 % [46 %] | ↗ | + 30 [+ 19] | ↗ |
| Biens d'équipement | 54 % [56 %] | ↗ | + 24 [+ 14] | ↗ |
| Biens de consommation | 55 % [56 %] | → | + 20 [+ 14] | ↗ |
| Ensemble industrie | 59 % [48 %] | ↗ | + 26 [+ 17] | ↗ |

Source : OSEO

Lecture : 59 % des PMI prévoient en novembre 2010 de faire des investissements en 2011. Parmi celles-ci, 34 % pensent investir plus qu'en 2010 et 8 % moins, ce qui donne un indicateur avancé de l'investissement à + 26, très supérieur à celui de novembre 2009 (+ 17).

Sans surprise, les intentions d'investissement sont plus élevées chez les entreprises qui exportent, avec indicateur avancé à + 30 contre + 23 pour les non exportatrices, et surtout chez celles qui innovent, soit + 34 au lieu de + 16.

LES EFFECTIFS SE SONT STABILISÉS EN 2010 ET DEVRAIENT PROGRESSER EN 2011

L'indicateur courant d'emploi des PMI est remonté à + 2 en novembre, contre - 7 en mai 2010 et - 27 fin 2009. En termes de branches industrielles, l'emploi est déclaré en hausse dans l'agroalimentaire (indicateur à + 9) et les biens de consommation (+ 5). Les créations de postes équilibrent les suppressions dans les biens intermédiaires (+ 1) et les biens d'équipement (- 2).

Les PMI innovantes ont accru leurs effectifs, avec un indicateur courant de l'emploi à + 8, contrairement aux non innovantes (- 6). De même, l'emploi a progressé dans les PMI réalisant plus du quart de leur CA à l'international (+ 10), tandis qu'il a stagné chez les non exportatrices (+ 2) et encore légèrement diminué chez les moyennement exportatrices (- 5).

Les anticipations d'évolution des effectifs en 2011 sont très positives, avec un indicateur avancé à + 22, au plus haut depuis fin 2007. Les intentions de recrutement sont un peu plus élevées que la moyenne dans les biens intermédiaires (indicateur à + 27) et un peu inférieures dans l'agroalimentaire (+ 13). Les PMI moyennement exportatrices procèderaient à un rattrapage, avec un indicateur à + 29, tandis que les PMI innovantes (+ 32) ont des prévisions d'embauche bien supérieures à celles qui n'ont pas innové au cours des trois dernières années (+ 14).

CONSTRUCTION

DES PERSPECTIVES MOINS SOMBRES DANS LE BÂTIMENT QUE DANS LES TP

LA BAISSÉ D'ACTIVITÉ EST STOPPÉE DANS LE BÂTIMENT MAIS PAS ENCORE DANS LES TRAVAUX PUBLICS

Les PME du bâtiment estiment à + 1,0 % en moyenne l'augmentation de leur chiffre d'affaires en 2010, tandis que celles des travaux publics font part d'une diminution de - 2,0 %.

Les carnets de commandes du **bâtiment** se sont sensiblement regarnis au cours des six derniers mois, l'indicateur courant ayant gagné 15 points, à - 4. De plus, une légère amélioration de la demande est anticipée à court terme, avec un indicateur prévisionnel des commandes à + 4. En conséquence, une progression modérée de l'activité est prévue en 2011, avec un indicateur avancé à + 12.

La situation est plus difficile dans les **travaux publics**. Fin 2010, les commandes sont toujours jugées très faibles, avec un indicateur courant à - 32 contre - 36 en mai. En outre, les perspectives d'évolution dans les mois à venir apparaissent très négatives, l'indicateur prévisionnel des commandes ressortant à - 22. En conséquence, l'activité est attendue au mieux stable en 2011, avec un indicateur avancé à - 3.

LES EFFECTIFS SONT PRÉVUS EN HAUSSE EN 2011 DANS LE BÂTIMENT MAIS EN LÉGER RECUŁ DANS LES TP

Les PME de la construction ont tout juste maintenu leurs effectifs salariés en 2010, l'indicateur courant de l'emploi s'établissant à - 2 dans le bâtiment tandis qu'il est nul dans les travaux publics. En ligne avec les perspectives d'évolution de l'activité en 2011, les recrutements devraient s'accélérer dans le bâtiment, avec un indicateur prévisionnel de l'emploi à + 13, tandis que les effectifs pourraient être légèrement comprimés dans les TP (- 3).

UNE SITUATION FINANCIÈRE JUGÉE TRÈS DIFFICILE SURTOUT DANS LES TP

L'état de la trésorerie est demeuré très tendu dans le bâtiment au cours des six derniers mois : 41 % des entreprises font part de difficultés en novembre, pratiquement au même niveau qu'en mai (42 %). Les anticipations d'évolution à court terme sont encore légèrement négatives, avec un indicateur prévisionnel de la trésorerie à - 5.

Dans les travaux publics, la situation de la trésorerie récente est considérée difficile par 44 % des entreprises, proportion très élevée quoiqu'inférieure au maximum atteint en mai (57 % de citations). Les tensions devraient rester fortes dans les prochains mois, l'indicateur prévisionnel restant négatif à - 14.

La rentabilité est jugée très insuffisante dans le bâtiment, avec un indicateur courant à - 17 (contre - 12 fin 2009) et encore plus dans les TP, avec un indicateur à - 29 (après - 30). Ici encore, les anticipations d'évolution des résultats sont nettement meilleures dans le bâtiment (indicateur avancé à + 8) que dans les TP (- 6).

COMMERCE

L'ACTIVITÉ S'ACCÉLÈRE DANS LE COMMERCE DE GROS, PROGRESSE À UN DEGRÉ MOINDRE DANS LE COMMERCE AUTOMOBILE ET STAGNE DANS CELUI DE DÉTAIL

COMMERCE DE GROS : LA VIVE REPRISE DES VENTES DEVRAIT SE POURSUIVRE EN 2011

Les PME du secteur annoncent une croissance annuelle de leur chiffre d'affaires de + 5,6 % en moyenne en 2010, contre seulement + 1,8 % prévu en mai. L'indicateur courant des carnets de commandes a continué de se redresser rapidement, à - 10, au plus haut depuis le printemps 2008. De plus, une nette amélioration est attendue dans les mois à venir, avec un indicateur avancé des commandes à + 20, un record sectoriel. Dans cette dynamique de reprise, les prévisions d'évolution de l'activité en 2011 sont résolument optimistes, avec un indicateur avancé à + 35, au même niveau que dans les services aux entreprises (+ 34) et presque autant que dans l'industrie (+ 40).

Les effectifs ont été fortement renforcés au second semestre, l'indicateur courant de l'emploi passant de + 1 en mai à + 18 en novembre. Les intentions d'embauche en 2011 sont élevées, l'indicateur avancé de l'emploi atteignant + 21, comme dans l'industrie et les services aux entreprises.

Les difficultés de trésorerie sont mentionnées par 27 % des entreprises, soit 6 points de moins que la moyenne des PME. Les trésoreries devraient continuer de s'assouplir dans les premiers mois de 2011, l'indicateur prévisionnel étant positif à + 5.

Les résultats de l'exercice 2010 sont estimés en net redressement, avec un indicateur de la rentabilité courante à + 6 en novembre, contre - 10 en mai précédent. De plus, une nouvelle amélioration est attendue en 2011, l'indicateur prévisionnel étant très positif à + 16.

COMMERCE DE DÉTAIL : LA SITUATION EST ASSEZ SOMBRE

Les entreprises évaluent à + 1,1 % en moyenne la croissance du chiffre d'affaires en 2010, ce qui est inférieur à l'évolution de l'indice des prix à la consommation. Les pronostics pour 2011 sont peu optimistes, l'indicateur avancé de l'activité étant tout juste positif, à + 3, contre + 27 pour l'ensemble des PME.

Les effectifs ont été légèrement réduits en 2010, l'indicateur courant de l'emploi ressortant à - 4 (après - 8 en mai). Les perspectives d'activité étant maussades, l'emploi devrait continuer à s'effriter en 2011, l'indicateur avancé de l'emploi demeurant légèrement négatif, à - 2.

Les difficultés de trésorerie sont mentionnées par 37 % des entreprises du secteur, soit 4 points de plus que la moyenne des PME. En outre, un réel durcissement est craint en 2011, l'indicateur avancé étant encore très négatif, à - 12, au lieu de zéro pour l'ensemble des secteurs d'activité.

La rentabilité actuelle est considérée très médiocre, avec un indicateur courant à - 13, au lieu de - 7 en moyenne. Les résultats sont attendus en baisse en 2011, l'indicateur avancé ressortant à - 7, soit le plus faible niveau sectoriel.

COMMERCE ET RÉPARATION AUTOMOBILE : UN CERTAIN RÉTABLISSMENT QUI RESTE À CONFIRMER EN 2011

Le chiffre d'affaires de 2010 est estimé en augmentation de + 3,5 % en moyenne, grâce à l'effet positif de la prime à la casse. L'indicateur courant des commandes est cependant très négatif, à - 32. De plus, la demande ne devrait guère progresser dans les mois à venir, l'indicateur prévisionnel des commandes ressortant à + 5. Dans ce contexte peu allant, l'activité est anticipée en croissance modeste en 2011, avec un indicateur avancé à + 12 (contre + 27 pour la moyenne des PME).

Les effectifs ont été fortement comprimés en 2010, l'indicateur courant de l'emploi s'établissant à - 13 en novembre. Un simple maintien est annoncé pour 2011, avec un indicateur prévisionnel nul, contre + 16 tous secteurs confondus.

Malgré une accélération des ventes au second semestre et la contraction des effectifs, la rentabilité est jugée très insuffisante, avec un indicateur à - 22. Un sensible redressement des résultats financiers est néanmoins escompté en 2011, au vu de l'indicateur prévisionnel de la rentabilité (+ 9).

Les trésoreries sont restées aussi tendues au second semestre 2010 qu'au premier, 37 % des entreprises indiquant des difficultés. Cependant, l'état des trésoreries devrait se stabiliser, l'indicateur pour les prochains mois étant faiblement positif à + 2.

TRANSPORTS

AMÉLIORATION PROGRESSIVE DE LA SITUATION

RÉCENTE ACCÉLÉRATION DE L'ACTIVITÉ ET REPRISE DES EMBAUCHES

La dynamique des affaires dans l'industrie et le commerce de gros bénéficie au secteur des transports, dont les PME estiment à + 3,3 % en moyenne la progression de leur CA en 2010, contre + 0,7 % prévu en mai. L'activité devrait rester ferme en 2011, l'indicateur avancé grimpaient à + 23.

Les effectifs qui avaient été fortement comprimés en 2009 sont repartis à la hausse, avec un indicateur courant de l'emploi à + 11. La tendance devrait se maintenir en 2011, l'indicateur avancé ressortant à + 15.

UNE SITUATION FINANCIÈRE UN PEU MOINS DIFFICILE

39% des dirigeants des transports jugent tendu l'état de leur trésorerie récente, en amélioration de 4 points par rapport à mai. La situation est anticipée stable début 2011, l'indicateur prévisionnel de la trésorerie étant pratiquement à l'équilibre, à - 1.

La rentabilité est encore considérée très insuffisante, avec un indicateur courant à -19, mais beaucoup moins qu'en mai précédent (indicateur à -34) et surtout fin 2009 (-54). Les perspectives d'activité en 2011 étant assez bonnes, les performances financières à venir sont espérées en sensible progression, avec un indicateur prévisionnel de la rentabilité à + 14, dans la moyenne des PME.

LES INVESTISSEMENTS POURRAIENT CESSER DE RECULER EN 2011

Dans un contexte de reprise tardive et encore modérée de l'activité, les PME des transports ont de nouveau limité leurs investissements en 2010, avec un indicateur courant à - 9. Cependant, une légère reprise pourrait avoir lieu en 2011, l'indicateur prévisionnel de l'investissement remontant à + 11 (contre + 20 pour l'ensemble des PME).

TOURISME

LES PERSPECTIVES SONT ASSEZ BONNES

L'ACTIVITÉ PROGRESSE LENTEMENT

L'activité s'est redressée en 2010, avec une augmentation moyenne du chiffre d'affaires évaluée à + 2,0 % après la diminution de - 3,3 % en 2009. Les prévisions d'évolution en 2011 sont modérées, l'indicateur avancé de l'activité s'établissant à + 18, contre + 27 tous secteurs confondus.

LA CROISSANCE DES EFFECTIFS DEVRAIT ÊTRE MOINS FORTE EN 2011

Les créations de postes ont été significatives en 2010, avec un indicateur courant de l'emploi à + 11, de 5 points supérieur à la moyenne de PME. Cependant, la progression des effectifs pourrait ralentir en 2011, l'indicateur avancé de l'emploi étant faiblement positif à + 6, contre + 16 pour l'ensemble des PME.

UNE SITUATION FINANCIÈRE ENCORE RELATIVEMENT FAVORABLE

28 % seulement des dirigeants déclarent avoir connu des tensions de trésorerie au cours des six derniers mois, soit 10 points de moins qu'en mai. Les trésoreries pourraient toutefois se tendre dans les six prochains mois, sans doute pour des raisons saisonnières, l'indicateur prévisionnel étant négatif, à - 13.

La rentabilité est jugée assez satisfaisante, l'indicateur courant à + 7 étant le meilleur de tous les secteurs d'activité, soit 14 points au-dessus de la moyenne. En revanche, aucune amélioration des résultats n'est escomptée en 2011, l'indicateur prévisionnel étant tout juste positif à + 1.

DES INVESTISSEMENTS À PEINE STABILISÉS

L'indicateur courant de l'investissement est à - 2 en novembre, contre - 9 fin 2009. 59 % des PME du tourisme envisagent de faire des investissements en 2011. Sur cette base, l'indicateur avancé de l'investissement ressort à + 20, sans changement par rapport à fin 2009.

SERVICES

L'EMBELLIE EST SENSIBLE ET DEVRAIT SE PROLONGER EN 2011

SERVICES AUX ENTREPRISES : VIVE ACCÉLÉRATION DE L'ACTIVITÉ ET DE L'EMPLOI CHEZ LES "INNOVANTES"

Les PME des services aux entreprises⁽¹⁰⁾ annoncent dans leur ensemble une croissance de + 3,6 % en moyenne, qui efface totalement le recul de 2009. Le redressement est nettement plus rapide chez les "innovantes"⁽¹¹⁾, avec une hausse de + 4,6 %, que chez les "non innovantes" dont le CA n'augmente que de + 2,7 %. La tendance devrait se poursuivre en 2011, l'indicateur avancé de l'activité culminant à + 47 chez les premières, contre + 20 seulement chez les secondes.

Les effectifs des entreprises innovantes ont vivement progressé en 2010, avec un indicateur courant de l'emploi à + 19, au lieu de + 5 seulement pour les non innovantes. Les intentions d'embauche en 2011 sont nettement supérieures chez les innovantes (indicateur avancé à + 32) que chez celles qui n'ont pas innové au cours des trois dernières années (+ 14).

Un tiers des PME des services aux entreprises signalent des difficultés de trésorerie au cours des six derniers mois, qu'elles soient innovantes ou non. En revanche, les premières prévoient un réel assouplissement de la situation de trésorerie début 2011 (indicateur prévisionnel à + 9), les secondes plutôt une stabilité (+ 3).

Les performances financières de l'entreprise sont estimées en nette amélioration sur un an, l'indicateur courant de la rentabilité étant remonté de 11 points, à - 3 (contre - 7 pour l'ensemble des PME). Le jugement est moins bon chez les entreprises innovantes (indicateur courant à - 6, contre - 1), mais leurs perspectives d'amélioration de la rentabilité en 2011 sont très supérieures (indicateur prévisionnel à + 30, contre + 12).

LES SERVICES AUX PARTICULIERS ONT PLEINEMENT BÉNÉFICIÉ DE L'AMÉLIORATION DE LA CONJONCTURE EN 2010 MAIS SONT ASSEZ ATTENTISTES POUR 2011

Les PME du secteur⁽¹²⁾ évaluent à + 3,8 % en moyenne la progression de leur chiffre d'affaires en 2010, après un recul en 2009 limité à - 0,5 %. Les anticipations pour 2011 apparaissent toutefois relativement modérées, avec un indicateur avancé de l'activité à + 19, contre de + 27 pour l'ensemble des PME.

Les recrutements se sont rapidement accélérés au second semestre 2010, l'indicateur courant de l'emploi gagnant 9 points en six mois, à + 12 en novembre, ce qui le situe nettement au-dessus de la moyenne tous secteurs confondus (+ 6). Cependant, le rythme des créations de postes pourrait ralentir un peu en 2011, l'indicateur avancé ressortant à + 10.

Les trésoreries se sont beaucoup assouplies au second semestre, 30 % des dirigeants indiquant des difficultés en la matière, soit 10 points de moins qu'en mai précédent. Cependant, ils craignent un léger durcissement à court terme, l'indicateur prévisionnel étant négatif à - 3.

La rentabilité actuelle est considérée à peu près stable par rapport à fin 2009, l'indicateur courant remontant de 2 points, à - 4. Une certaine amélioration est escomptée en 2011, avec un indicateur avancé de la rentabilité à + 10, très proche de la moyenne des PME (+ 13).

[10] Principaux services aux entreprises : Location sans opérateur, services informatiques, recherche et développement, services rendus principalement aux entreprises (activités juridiques, comptables et de conseil de gestion, activités d'architecture et d'ingénierie, publicité, activités de nettoyage...).

[11] 49% des entreprises des services aux entreprises figurant dans l'échantillon sont classées "innovantes". Cf. définition supra en note 3.

[12] Principaux services aux particuliers : santé, enseignement, activités récréatives, artistiques et sportives, et services personnels (coiffure, blanchisserie...).

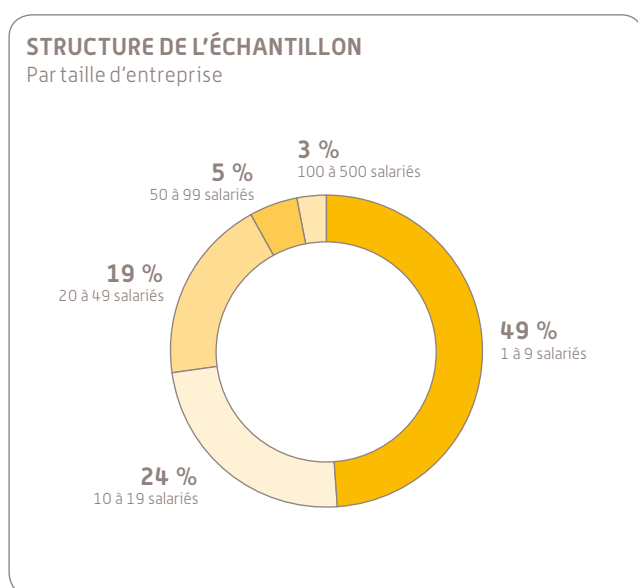
6/Méthodologie

L'enquête semestrielle d'OSEO a été initiée en 1985, le sondage étant effectué chaque année en mai et novembre.

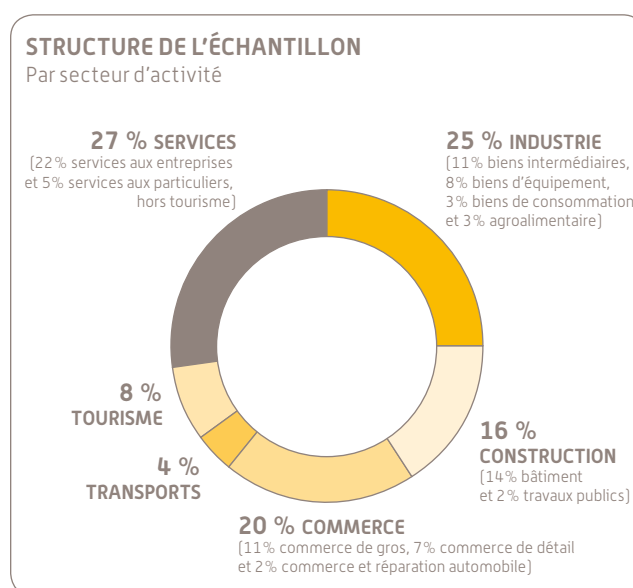
Pour cette 52^e édition, 30 000 entreprises de 1 à 500 salariés ont été interrogées à l'aide d'un questionnaire adressé par voie soit postale, soit électronique.

L'analyse porte sur les 3 370 premières réponses jugées complètes et fiables, après relecture et contrôles systématiques, reçues entre le 4 et le 29 novembre 2010.

L'échantillon est largement dispersé en termes de taille d'entreprise, de secteur d'activité et de localisation géographique. Ceci assure une très bonne représentativité de la population de référence, constituée par les quelque 1,2 million d'entreprises employant de 1 à 500 salariés et appartenant à tous les secteurs d'activité, excepté l'agriculture (champ ICS de l'Insee).



Source : OSEO



Source : OSEO



OSEO

27-31 avenue du Général Leclerc – 94710 Maisons-Alfort Cedex
Tél.: 01 41 79 80 00

oseo.fr